



Roland Hégué : « La France n'a jamais pris le tourisme au sérieux »

Le président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie met en garde les professionnels du secteur contre la montée de la concurrence mondiale.



Valérie Sasportas
vsasportas@lefigaro.fr

Attention à l'autosatisfaction de la filière du tourisme en France. Président du plus gros syndicat patronal des métiers de l'hôtellerie (UMIH) et de la nouvelle Confédération des acteurs du tourisme, Roland Hégué craint que notre pays perde, d'ici à 2030, sa place de première destination mondiale. L'ancien restaurateur et hôtelier indépendant à Biarritz publie un essai, *Changeons notre tourisme* (Cherche Midi), préfacé par Laurent Fabius. L'ancien ministre des Affaires étrangères attachait beaucoup d'importance à ce sujet dans le cadre de ses fonctions.

LE FIGARO. - Pourquoi avez-vous écrit ce livre ?

Roland HÉGUY. - Je l'ai d'abord écrit pour et à la demande des professionnels du tourisme. Le secteur, qui rassemble plus de trente métiers, est à un tournant capital de son histoire. Certes, la France est la première destination touristique au monde et affiche des chiffres enviables dans ce domaine : 2 millions d'emplois, 170 milliards de chiffre d'affaires. Mais elle reste le pays d'Europe où les touristes dépensent le moins d'argent : 650 à 700 euros par tête, contre, par exemple, le double en Espagne. De plus, des pays voisins, comme le Portugal, la Grèce et même l'Italie, qui étaient en grandes difficultés il y a huit ans, se sont refait une santé avec le tourisme. La France a beaucoup vécu sur des acquis. Elle doit se méfier du discours d'autosatisfaction sur « le plus beau pays avec la plus grande gastronomie », qui est la meilleure façon d'ignorer la concurrence mondiale. Elle pourrait bien, dans les dix ans qui viennent, perdre sa position de leader au profit de la Chine.

Pourquoi Laurent Fabius a-t-il préfacé votre livre ?

Lorsque, en 2014, Laurent Fabius a vu ses compétences de ministre des Affaires étrangères élargies au secteur du tourisme, j'ai apprécié son discours. Il avait exprimé le besoin pour la France de se doter d'une vraie politique sur le sujet. Sa préface appuie le plaidoyer que je développe dans mon livre : la France n'a jamais considéré le tourisme comme quelque chose de sérieux. Il est temps que notre profession soit valorisée. Il y a là une vraie réflexion à avoir !

Qu'attendez-vous de la part de l'État ?

J'affirme dans mon livre que l'avenir du tourisme passe par la ruralité. Mais, pour vouloir accueillir en France 100 millions de touristes étrangers, encore faut-il pouvoir assurer ! Il n'est pas question de connaître la situation de Barcelone et d'Amsterdam, qui sont en proie au surtourisme, lequel engendre la « tourismophobie ». On sait que 80 % des touristes en France sont concentrés sur 20 % du territoire. Paris et la Côte d'Azur sont à court terme menacés. L'aménagement du territoire doit être repensé afin de permettre un accès rapide aux destinations voulues. Plutôt que de grouper toutes les arrivées internationales à Paris, pourquoi ne pas proposer des connexions internationales dans les aéroports régionaux ? Voyez ce qui a été fait à l'aéroport de Nice-Côte d'Azur. Les autorités locales se sont battues pour imposer un « hub alternatif », optimiser les correspondances et valoriser un maillage avec 120 destinations dont près de 100 à l'international, grâce à sept long-courriers.

Votre syndicat est à l'origine de la création du Parlement rural français. De quoi s'agit-il ?

C'est un regroupement d'associations, d'élus et de personnes issues du monde de l'entreprise. Sa création participe de cette volonté de redonner vie à la ruralité, abandonnée par l'État, alors que les Français en sont de plus en plus friands. Au-delà de la disparition de l'école, savez-vous que, sur les 36 000 communes, 25 000 n'ont plus de cafés, d'auberges ? Or le



café, c'est le parlement du peuple. Quand il n'y a plus d'agora, il n'y a plus que la rumeur et le politique n'a alors plus aucune maîtrise. À travers notre Parlement, nous voulons favoriser les projets politiques du monde rural, qui portent sur la mobilité, l'accès, les salaires... Dans ce cadre-là, l'UMIH demande de reconnaître la spécificité des petites structures.

L'intelligence artificielle ne semble pas vous inquiéter...

Le numérique comporte des avantages pour notre activité. Les plateformes de réservation en ligne, comme les fameuses Online Travel Agencies (OTA), Booking ou Expedia, offrent à chaque hôtel, restaurant, café l'opportunité de prendre, même avec un emplacement quelconque, l'avantage sur ses concurrents. Malgré l'importance de leurs commissions, elles vous rendent dépendants. Je dis toujours : « *Les chiffres d'affaires, c'est la vanité; le résultat, c'est la vérité.* » Si Booking est devenu incontournable, la loi Macron de 2015 a permis de limiter l'intermédiation à un tiers des réservations, rééquilibrant ainsi des rapports devenus toxiques entre les OTA et les hôteliers. Mais il ne faut pas opposer le numérique à l'humain. Je pense que nos entreprises vont rester fortement employeuses de main-d'œuvre parce qu'on attend d'elles ce qu'un robot ne peut apporter : l'humain. On va au restaurant pour se faire servir, et cela induit un échange, du conseil, de l'attention, de savoir donner envie. Notre métier, c'est l'accueil, faire plaisir, qu'on soit une petite auberge ou un restaurant 3 étoiles. Mais encore faut-il que les citoyens français, pas seulement les entreprises, aiment les touristes. Il nous faut repenser la notion de service.

Faut-il un ministère du Tourisme ?

Démonstrons qu'on est une puissance économique formidable et ce ministère viendra naturellement. ■

L'aménagement du territoire doit être repensé afin de permettre un accès rapide aux destinations voulues. Plutôt que de grouper toutes les arrivées internationales à Paris, pourquoi ne pas proposer des connexions internationales dans les aéroports régionaux ?

ROLAND HEGUY



RENCONTRE

« L'affirme dans mon livre que l'avenir du tourisme passe par la ruralité. Mais, pour vouloir accueillir en France 100 millions de touristes étrangers, encore faut-il pouvoir assurer. »

SERGE VERGLAS/UMIH